

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n° 24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 31 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DYCKERHOFF Gravières et Sablières Seltz

BORD DU RHIN
BP 38
67470 SELTZ

Références : 0006700164/JB/CE
Code AIOT : 0006700164

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement DYCKERHOFF Gravières et Sablières Seltz implanté Seltzer Grosswoerth - ZERC1 - 67470 SELTZ. L'inspection a été annoncée le 09/06/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DYCKERHOFF Gravières et Sablières Seltz
- Seltzer Grosswoerth - ZERC1 - 67470 SELTZ
- Code AIOT : 0006700164
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Exploitation d'une gravière et d'une installation de traitement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de gestion des déchets inertes
- Plan d'exploitation et des coupes associées
- Surveillance des rejets
- Mesures en faveur de la faune

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Contenu et mise à jour du plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, articles 3.2.1 et 3.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	Lors de la prochaine mise à jour du plan

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion et suivi des zones de stockage des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
5	Mesures en faveur de la faune	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 2.1.2	/	Sans objet
6	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 5.4.3	/	Sans objet
7	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 5.4.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités d'ordre documentaire ont été relevées considérant que le plan d'exploitation n'est pas complet, sans remettre en cause son interprétation, ainsi que le plan de gestion des déchets inertes (il convient d'y préciser les procédures de contrôle et de surveillance proposées, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour en réduire au minimum les incidences sur l'environnement).

Il n'est pas proposé de suites administratives dans l'immédiat. La transmission du plan de gestion des déchets inertes complété est attendue sous un délai de 2 mois alors que la complétion du plan d'exploitation est attendue lors de la prochaine mise à jour du plan prévue en début d'année 2023.

L'Inspection a également fait l'objet de quelques observations qui ne nécessitent pas de suites administratives, mais pour lesquelles il est attendu des réponses.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Nature, quantité et mesures de prévention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation, [...]; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.
Constats : Le plan de gestion des déchets inertes a été transmis par courriel du 22 août 2022. La nature des déchets stockés sur site est cohérente avec ce plan. L'Inspection relève cependant que ce plan ne présente pas tous les éléments prévus, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement. Il convient de les développer à l'article 3.1 " Modalités de stockage, maîtrise de la stabilité, effets sur l'environnement et la santé " du plan prévu à cet effet.
Observations : Le plan de gestion des déchets inertes transmis a été réalisé en août 2022. Il est à jour mais n'est cependant pas daté. Il serait utile de le dater, notamment pour tracer les éventuelles révisions du document. Ce plan nécessite d'être complété au regard des constats effectués. S'agissant d'une non-conformité d'ordre documentaire, il n'est pas proposé de suite administrative dans l'immédiat. Il convient que l'exploitant transmette un plan complété avec l'ensemble des informations nécessaires dans un délai de deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Gestion et suivi des zones de stockage des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Aménagement et entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Le contrôle visuel des zones de stockage des déchets d'extraction lors de l'inspection n'appelle pas de remarque. Les zones de stockage sont conformes au plan présenté dans le plan de gestion des déchets d'extraction inertes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contenu et mise à jour du plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11 octobre 2019, articles 3.2.1 et 3.2.2
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation et profils associés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.2.1 : Plan d'exploitation Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté, à l'échelle 1/1500e. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates de levée ;
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;
- les clôtures ou tout dispositif équivalent ;
- les bords de la fouille ;
- le périmètre d'extraction ;
- les zones particulières de préservation écologiques ;
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau équidistantes tous les 10m de profondeur ;
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particuliers ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;
- les installations de prélèvements d'eau ;
- les exutoires de rejets dans la darse et dans le plan d'eau ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ;
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour calcul des garanties financières ;
- les zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remise en état ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

Article 3.2.2 : Coupes

Des profils sont réalisés tous les 100 m tous les ans, dans les zones exploitées et dans les zones où sont constituées des zones de haut-fonds.

Ils sont réalisés dans la direction de la plus grande pente, avec des échelles horizontales et verticales adaptées, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelles des fronts d'exploitation.

Les coupes présentent les pentes théoriques, telles que mentionnées à l'article 3.5 du présent arrêté. Les pentes théoriques sont tracées à partir du bord de l'excavation, ou lorsque la limite du périmètre autorisée est dans une zone en eau, à partir du talus de référence en considérant un recul de 10 m par rapport au périmètre autorisé.

Les profils établis le 04 janvier 2018 par le cabinet de géomètres-experts Schaller-Roth-Simler servent de référence. Le talus de référence est représenté sur les coupes lors de leur mise à jour.

L'exploitant interprète les coupes conformément aux dispositions de l'article 2.6 du présent arrêté. Il vérifie notamment la conformité des pentes mentionnées à l'article 3.5 du présent arrêté. Les résultats sont consignés dans un registre.

Constats : Le plan d'exploitation mis à jour le 21 janvier 2022 par le cabinet de géomètres-experts Roth-Simler ne comporte pas tous les éléments requis considérant que l'emplacement des stockages des déchets inertes d'extraction, tel que le présente le plan de gestion des déchets d'extraction inertes d'août 2022, n'y apparaît pas.

Dix-huit coupes sont jointes au plan. Elles n'appellent pas de remarques.

L'exploitant a présenté un rapport daté du 11 février 2022 portant sur le suivi et la stabilité des berges, obtenu en comparant les situations des plans d'exploitation du 14 janvier 2020 et du 21 janvier 2022. Les constats indiquent 5 légers tassements et 5 creusements de la berge, dont certains seront à confirmer au prochain relevé. Les différences n'apparaissent pas significatives. Pour le reste des coupes, il n'y a pas de différence observée.

Observations : Le plan d'exploitation est un élément indispensable au suivi de l'exploitation. Le respect des prescriptions relatives au contenu de ce plan constitue un socle minimal. Bien que l'élément manquant ne remet pas en cause son interprétation, il n'est pas conforme à la

prescription précitée et nécessite d'être complété. S'agissant d'une non-conformité d'ordre documentaire, il n'est pas proposé de suite administrative dans l'immédiat. L'emplacement des stockages des déchets inertes d'extraction sera à représenter sur le prochain plan dont l'édition et la transmission est prévue courant du premier trimestre 2023. La pente de 1/10 est à tracer en tenant compte de la cote moyenne estivale du niveau libre de l'eau, pour les zones de haut-fond prévues au document d'impact. A la remise en état, la zone de hauts-fond sera appréciée en considérant la cote moyenne estivale du niveau libre de l'eau. Il convient de faire figurer cette référence sur les profils.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : Lors de la prochaine mise à jour du plan d'exploitation

N° 5 : Mesures en faveur de la faune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11 octobre 2019, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Mesures d'évitement et d'accompagnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Mesures à mettre en œuvre L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les berges remises en état et les espèces végétales (notamment les phragmites) qui y sont présentes sont maintenues en l'état ; • la mare située au Sud des terrains décapés est maintenue et ne fait l'objet d'aucun remblaiement ou modification ; • les nids de Bergeronnette grise présents dans l'emprise du périmètre autorisé (installations de traitement et station de transit) sont localisés au sol et protégés. Dans ce cadre, les nids sont repérés chaque année par un ornithologue au début de la période de nidification ; • les travaux d'entretien de la couverture végétale sont réalisés hors période de nidification des oiseaux nicheurs. Ils sont réalisés de septembre à février inclus ; • les espèces invasives identifiées dans l'emprise du périmètre font l'objet d'un traitement adapté (pas d'utilisation de produits phytosanitaires). <p>Suivi écologique L'exploitant réalise un suivi des espèces protégées végétales et animales 2 ans après la délivrance de l'autorisation puis tous les 4 ans, avec l'assistance d'une personne ou d'un organisme spécialisé en écologie et à la compétence démontrée en la matière. Les résultats des suivis sont retranscrits dans un rapport d'expertise qui comportera une liste des espèces rencontrées (en plus des espèces cibles), une cartographie d'occupation de l'espace, une évaluation des populations en place, la localisation des espèces nicheuses, une évaluation de l'efficacité des mesures mises en place. Dans le cadre du suivi, il est également vérifié l'absence d'espèces invasives. Le cas échéant, des mesures de gestion adaptées sont proposées dans le rapport de suivi. Les résultats des suivis écologiques sont transmis à la DREAL Grand Est sous format informatique compatible avec le standard régional Grand Est disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est, ou à défaut la version 1.2.1. du standard national occurrence de taxon. Les données sont fournies avec une géo-localisation au point (non dégradée). Elles alimentent le système d'information sur la nature et les paysages avec le statut de données publiques. Cette transmission est réalisée au plus tard le 31 janvier de l'année suivante. [...]</p> <p>Constats : Un suivi écologique a été réalisé en 2021. La recherche d'espèces patrimoniales (faune et flore) et invasive (flore) a été réalisée par 2 écologues entre les mois d'avril et août 2021, à des périodes favorables à l'observation des différents taxons. Le rapport correspondant est daté de novembre 2021.</p> <p>Pour rappel, l'étude d'impact présentée dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter présenté en 2016 a été réalisée sur la base d'inventaires réalisés en 2012-2013.</p>

1/ Suivi des mesures à mettre en œuvre

- aucune dégradation des berges n'a été constatée depuis les observations de 2013 (étant donné que le plan d'eau ne fait plus l'objet que d'un approfondissement, les berges réaménagées ne sont plus amenées à connaître des modifications) ;

- la mare située au sud des terrains décapés a été maintenue en l'état (surface assez semblable à celle de 2013, les seules modifications sont liées au développement de la végétation arborée sur le pourtour, ainsi que l'apparition d'une roselière sur les bords ouest et sud de la mare (sans incidence négative sur la qualité d'habitat de la mare pour les amphibiens pour le moment) ;

- la nidification de la Bergeronnette grise n'a pas été constatée sur le site en 2021 (seul un individu a été observé en vol en provenance de la plage du camping située au sud de la zone étudiée). En revanche, une espèce à l'écologie proche et du même niveau de protection, le Rougequeue noir, a été observée. Un habitat favorable à sa nidification et fréquenté par un couple a été localisé. La société en a été informée et l'aire a été balisée à l'aide de piquets et de rubalise. Un juvénile de l'espèce a par ailleurs été observé en juin 2021 (nidification réussie).

Le rapport de novembre 2021 recommande le maintien de cette mesure malgré l'absence de nidification de la Bergeronnette grise en 2021, d'une part car l'espèce est susceptible de revenir, et d'autre part car elle permet aussi de protéger le Rougequeue noir ;

- considérant que le développement de la flore invasive est important à l'échelle de toute l'emprise autorisée, le rapport de novembre 2021 préconise de se focaliser sur les zones à enjeux écologiques comme les dépressions humides ou les abords des stations de plantes d'intérêt patrimonial.

Le rapport rappelle, pour le personnel notamment dans le cadre du suivi à réaliser de manière continue, les préconisations de lutttes à employer (pages 38 et 39), desquelles est absente l'utilisation de produits phytosanitaires conformément à la prescription de l'arrêté préfectoral.

Le rapport émet également les mesures supplémentaires suivantes qu'il convient de mettre en œuvre :

- éviter tout travaux (remaniement, curage, comblement) au niveau des zones en eau qui se forment spontanément sur le site entre mars et août (zone qui peuvent être colonisées par des amphibiens) ;

- maintien en l'état de la berge nord qui présente un fort intérêt floristique, et limiter autant que possible la fréquentation de cette berge et sa colonisation par les espèces exotiques envahissantes (emprise communale).

2/ Suivi écologique

Un suivi des espèces protégées végétales et animales a été effectué 2 ans après la délivrance de l'autorisation par un organisme spécialisé en écologie conformément à la prescription.

Observations : Il appartient à l'exploitant de sensibiliser le personnel en charge de l'exploitation de la carrière à ces préconisations afin de les mettre en application (lutttes à employer contre la flore invasive, mesures supplémentaires).

La mise en œuvre de ces mesures de lutte par l'exploitant est primordiale pour réduire les risques de prolifération de ces espèces sur la carrière (opérations de traitement à réaliser régulièrement selon les fréquences et le calendrier préconisés dans le rapport de novembre 2021, consignes d'élimination des déchets verts à respecter...).

Un registre est à tenir pour justifier du suivi continu réalisé.

Il convient que l'exploitant présente et justifie, sous un délai de 2 mois, les mesures mises en œuvre pour répondre à ces préconisations depuis la réception du rapport de novembre 2021 ainsi que les actions visant à sensibiliser son personnel.

Le registre sera à joindre à la transmission du prochain rapport du suivi écologique prévu en 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11 octobre 2019, article 5.4.3
Thème(s) : Autre, Rejets du séparateur d'hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les bassins de décantation et de pré-décantation sont curés autant que de besoin. [...]</p> <p>Des contrôles sont réalisés périodiquement et leurs résultats portés sur un registre, ainsi que les opérations d'entretien. [...]</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbures est nettoyé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.</p> <p>Les fiches de suivi des opérations d'entretien, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Les bassins de décantation sont curés plusieurs fois par an. L'exploitant tient un registre recensant les différentes opérations de curage des bassins.</p> <p>Le dernier entretien du séparateur d'hydrocarbures de l'installation (aire de ravitaillement dans l'annexe de l'atelier) a été réalisé le 20 juillet 2022. L'exploitant a transmis la fiche d'intervention, la fiche de pesage et le bordereau de traitement des déchets correspondants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11 octobre 2019, article 5.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de procédés des installations de traitement des matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du périmètre autorisé sont interdits.</p> <p>Les eaux de procédé sont traitées par décantation dans 3 bassins disposés en série [...] avant rejet par surverse dans le plan d'eau d'exploitation. [...]</p> <p>La concentration en matières en suspension totales (MEST) des effluents rejetés dans le plan d'eau est inférieure à 500 mg/l pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures et à 1000 mg/l pour un prélèvement instantané. [...]</p>
<p>Constats : Un prélèvement sur 24h des eaux de procédés rejetées dans le plan d'eau a été effectué du 22 au 23 septembre 2021. Le rapport correspondant du 14 février 2022 indique une concentration en matières en suspension totales de 190 mg/l.</p> <p>En séance, l'exploitant a indiqué qu'un prélèvement avait été effectué la semaine précédent l'inspection. L'exploitant est dans l'attente du rapport correspondant au moment de la finalisation du présent rapport d'inspection.</p>
<p>Observations : Le bureau d'études n'ayant pas remis le rapport à l'exploitant présentant les résultats des analyses physico-chimiques réalisées fin juin 2022 sur les échantillons d'eaux résiduelles, au moment de la finalisation du présent rapport, il conviendra que l'exploitant le transmette, dès réception, à l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet